



COUPLE FRANCO-ALLEMAND : LE DIVORCE ?

Par Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

Les formulations de couple *franco-allemand* et de *divorce* sont intéressantes en soi car elles supposent une relation particulière entre les deux qui serait donc brisée. Or, il n'y a qu'en France où le terme « couple franco-allemand » est utilisé, outre-Rhin on préfère parler d'un simple partenariat ou du « moteur franco-allemand ». Le 21 novembre dernier, les ministres des affaires étrangères des deux pays se sont rencontrés et alors qu'elles devaient afficher publiquement leur entente et montrer à la face du monde que les différends entre les deux nations étaient derrière elles, mais au contraire les deux femmes ont démontré qu'il existe bien un décalage entre la France et l'Allemagne. Catherine Colonna, ministre des affaires étrangères française ainsi déclaré qu'« *il y a un couple franco-allemand, un moteur franco-allemand, des relations franco-allemandes, quel que soit le nom qu'on lui donne* », son homologue allemand Annalena Baerbock a ajouté que « *l'Allemagne et la France d'adopter un rythme commun quand cela est nécessaire* »¹. Malgré les gesticulations françaises pour maintenir « le couple » en vie, force est de constater que le décalage existe toujours entre les deux. Ainsi plus que réfléchir sur l'avenir du « couple franco-allemand » qui n'en est pas vraiment un aux yeux des Allemands, il faut se questionner sur la nécessité française de repenser ses relations avec l'Allemagne et de réaliser que nos voisins privilégient leurs intérêts.

Il est évident que les relations entre les deux pays se sont considérablement refroidies ces derniers temps. Pour autant il faut se demander s'il faut être fataliste ou voir ce décrochage comme **une opportunité pour les Français de mettre en avant leurs intérêts**. Les désaccords récents entre la France et l'Allemagne s'articulent autour de trois sujets :

la crise énergétique en raison des mix-énergétiques diamétralement opposés et de la position allemande sur le sujet eu égard à sa dépendance énergétique vis-à-vis du monde, et notamment de la Russie ;

¹ <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/elisabeth-borne-se-rend-en-allemande-dans-le-cadre-dun-rapprochement-franco-allemand/>

la politique de défense en raison des divergences sur le projet de l'Europe de la défense formulé par Emmanuel Macron et sur les choix militaro-industriels, notamment avec le choix allemand de lancer un bouclier anti-missile européen sans la France ;

la question de l'intégration européenne en raison des intérêts divergents sur les élargissements progressifs de l'Union européenne depuis 2004, et notamment aujourd'hui sur la politique à l'égard des Balkans, l'Allemagne y étant extrêmement favorable, la France beaucoup moins.

Le Chancelier allemand Olaf Scholz a ainsi été le premier chef de gouvernement à se rendre en Chine depuis la reconduction de Xi Jinping comme Secrétaire Général du PCC² sans qu'Emmanuel Macron ne soit convié. Cette envie allemande de promouvoir des relations fortes entre l'Allemagne et la Chine s'accompagne d'un rejet à peine masqué de la France. En février 2019, le président français avait reçu Xi Jinping à l'Élysée, mais avait invité Angela Merkel pour montrer que les deux pays étaient le moteur de l'Europe. Cette divergence de fond existe depuis de nombreuses années, mais force est de constater que ces derniers mois les Allemands ne cherchent même plus à sauver les apparences.

Les destinées de la France et de l'Allemagne sont intimement liées depuis de nombreux siècles. Même si l'État allemand n'existait pas encore formellement à cette époque, on peut tracer la naissance de cette relation spéciale à l'Empire carolingien de Charlemagne qui s'étendait sur toute l'Europe occidentale. Ainsi les deux ont des racines communes qu'il est nécessaire de connaître et ils se sont construits par opposition l'un avec l'autre. La normalisation des relations entre les deux États date évidemment de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, avec une volonté allemande de gagner la paix et de se rapprocher de ses voisins. Même si les relations entre les deux ne furent jamais parfaites et que l'adjectif « inégal » est celui qui qualifie le mieux les relations franco-allemandes entre 1945 et le début des

² <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20221104-le-chancelier-allemand-olaf-scholz-arrive-en-chine-pour-une-visite-controvers%C3%A9e>

années 1990, il faut reconnaître que les deux ont véritablement été moteurs dans la construction de la CEE puis de l'UE.

C'est le Traité de Maastricht et la réunification allemande qui marquent des tournants dans cette relation. En effet, c'est à partir de ce moment-là que **les Allemands réalisent qu'ils ont intérêt à se projeter vers l'Est et à embrasser « l'Ostpolitik » de Willy Brandt.** À partir de cette décennie, les Allemands se sont progressivement détournés de la France au profit d'autres pays qui pouvaient mieux servir les intérêts allemands et les aider à assurer leur hégémonie économique sur l'Europe. C'est durant cette période que les masques sont tombés et que les Allemands se sont révélés comme plus intéressés par la réussite de leur pays que par celui de l'Europe ou du « couple franco-allemand ». Les Français quant à eux se sont maintenus dans une forme d'illusion, pensant que pour les Allemands la relation avec la France restait vitale, comme elle pouvait l'être sous Konrad Adenauer. À leur décharge, les Allemands n'ont jamais montré clairement que le « couple » était mort, préférant multiplier les actes de communication pour montrer qu'il restait d'actualité et ainsi contenter les Français. **Angela Merkel a parfaitement maintenu l'illusion, en se montrant relativement proche des différents présidents français qu'elle a côtoyé tout en construisant par ailleurs des relations privilégiées avec la Russie ou la Chine afin d'avantager l'Allemagne.**

Mais cette illusion a pris fin avec l'actuel gouvernement allemand, montrant au grand jour les divergences entre les deux pays. L'arrivée d'Olaf Scholz laissait pourtant entrevoir de bonnes relations franco-allemandes par sa relation privilégiée avec Emmanuel Macron. Ils sont apparus complices lors des visites de Scholz à Paris, lors de la visite du 9 mai à Berlin du président Macron où à Kiev le 16 juin avec Mario Draghi pour soutenir Volodymyr Zelinsky. Mais tout cela a changé lorsque les problèmes se sont accumulés, ainsi le pragmatisme a repris le dessus et Olaf Scholz, à la différence de ses prédécesseurs n'a pas pris la peine de camoufler ce revirement.

Les relations franco-allemandes sont au plus bas actuellement et il est difficile d'imaginer la situation s'améliorer si bien qu'il semble illusoire de chercher à maintenir en vie le « couple » alors qu'un de ses membres rejette cette union qui ne lui convient pas et ne sert pas ses intérêts...

AVANT-PROPOS.....	2
HISTORIQUE	7
DES LIENS ANCIENS.....	7
19 ^{ÈME} SIÈCLE ET PREMIÈRE MOITIÉ DU 20 ^{ÈME} SIÈCLE : UNE RELATION	8
APRÈS SECONDE GUERRE MONDIALE : LA NAISSANCE DE L'AMITIÉ FRANCO-ALLEMANDE TELLE QUE NOUS LA CONNAISSONS.....	11
DEPUIS LA RÉUNIFICATION ET LE TRAITÉ DE MAASTRICHT.....	16
RÉUNIFICATION ET TRAITÉ DE MAASTRICHT : UNE MISE À L'ÉPREUVE DES RELATIONS ?	16
LA LENTE RECONSTRUCTION DU COUPLE DEPUIS LE DÉBUT DU SIÈCLE.....	22
VERS LE DIVORCE ?	28
DÉSACCORD FINANCIER ET ÉCONOMIQUE	30
DÉSACCORD SUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET LES ÉLARGISSEMENTS	33
DÉSACCORD ÉNERGÉTIQUE	35
DÉSACCORD AU NIVEAU DE LA DÉFENSE	37
CONCLUSION	40

HISTORIQUE

Afin de mieux comprendre la relation franco-allemande et les développements récents, il est nécessaire d'étudier l'histoire commune des deux nations et de voir comment elles se sont développées à travers le lien particulier qu'elles entretiennent. L'étude des vellétés de puissance de l'un ou de l'autre ainsi que de leur passif commun nous sera d'une aide précieuse par la suite.

DES LIENS ANCIENS

Les deux pays ont des origines communes et afin de comprendre les relations conflictuelles et ambivalentes entre ces deux nations, narrer leur histoire commune est intéressante.

Ce sont en effet les Francs, peuple d'origine germanique, qui ont rassemblé ces deux territoires auparavant opposés. À l'apogée de l'Empire romain, les Gaulois faisaient partie de l'Empire et étaient vus comme membres du monde civilisé car latinisé depuis la conquête de la Gaule par Jules César. Les Allemands ou Germains n'étaient quant à eux pas unifiés et étaient vus comme des barbares. C'est après les victoires de Charlemagne que les deux territoires furent réunis pour quelques années et les deux nations ont donc des origines communes : l'Empire Carolingien, qui posa de part et d'autre du Rhin les bases d'un État moderne et d'une administration cohérente.

Mais à la mort de l'héritier de Charlemagne, Louis le Pieux, son Empire fut divisé en trois entre ses fils après le traité de Verdun de 843. Charles le Chauve hérite de la Francie Occidentale qui devient quelques siècles plus tard la France et Louis le Germanique reçoit la Francie orientale qui va devenir la base du Saint Empire Romain Germanique et plus tard découler sur l'Allemagne moderne. Son troisième fils, Lothaire Ier hérite de la Francie médiane et du titre impérial et celle-ci va rapidement disparaître au profit

des deux autres nations. Ainsi après avoir été réunies au sein d'un même Empire, France et Allemagne (leurs ancêtres en tous cas) s'affrontent pour s'adjuger les restes de la Francie médiane.

Dans un second temps donc, la France et l'Allemagne se développent séparément, en empruntant des chemins opposés alors même que les bases des deux États et de l'administration étaient communes. En effet, la France se développe sur un modèle centralisateur, avec la monarchie absolue de droit divin comme point culminant, alors que le Saint Empire Romain Germanique se base sur une monarchie élective, avec des principautés très puissante affaiblissement l'Empire central. Les deux nations par ailleurs continuent à s'opposer politiquement.

Rapidement, le Saint Empire fut dominé par la famille des Habsbourg, qui par le biais d'une politique ambitieuse de mariages en vint à dominer l'Europe centrale et le continent. C'est de cette manière que la famille pu s'implanter en Bourgogne et ainsi menacer la France. La relation conflictuelle entre les deux prend ainsi un tournant qui va connaître son paroxysme avec François Ier qui tenta sans succès de se faire élire à la tête du Saint Empire, et de la rivalité entre le souverain français et Charles Quint de la maison de Habsbourg. À cette époque, le Saint Empire possède clairement l'ascendant sur la France et Charles règne sur un Empire sur lequel le soleil ne se couche pas. L'Empire encercle la France et la menace ce qui conduit à des guerres pour briser cet encerclement.

19^{ÈME} SIÈCLE ET PREMIÈRE MOITIÉ DU 20^{ÈME} SIÈCLE : UNE RELATION

Les victoires françaises, notamment avec l'annexion de la rive gauche du Rhin sous la Révolution, l'occupation de Berlin en 1806 ou le rattachement des ports nord allemands à l'Empire français vont profondément marquer les Allemands. Ceux-ci se voient désœuvrés et humiliés par le voisin français ce qui contribue à un sursaut de nationalisme allemand qui va être d'une grande importance par la suite. Encore une fois, les Allemands vont choisir

de se développer en se basant sur le voisin français, en cherchant à réformer l'Allemagne en la calquant sur le modèle révolutionnaire de libéralisme politique. Pour autant, les Allemands vont grandir en haïssant également les Français, source de leurs malheurs et vus comme ayant mis fin à la Grande Allemagne et au Premier Reich.

Le Saint Empire disparu et les Habsbourg vaincus, c'est la branche concurrente protestante des Hohenzollern qui put prendre l'ascendant et qui va permettre à l'Allemagne de se développer. Après la chute de Napoléon, c'est la Confédération Germanique qui est formée et les deux principales forces de celle-ci sont le Royaume de Bavière et le Royaume de Prusse des Hohenzollern. Ces deux royaumes vont être chargés de défendre la rive gauche du Rhin et ainsi de s'assurer que les Français ne chercheront pas à sortir des frontières définies par le Congrès de Vienne. Cette nouvelle construction ne donne pas les pleins pouvoirs aux nationalismes allemands mais leur ascension se prépare lentement.

La révolution de Juillet en 1830 en France est encore une fois accueillie de manière ambiguë par les Allemands. En effet, ils admirent ce réveil des libertés et après le Printemps des Peuples, certains États allemands, dont la Prusse, donnent plus de libertés à leurs peuples sur le modèle français. Pour autant, la crainte de voir un nouveau Bonaparte émerger avec cette révolution existe en Allemagne et participe à une montée des nationalismes et de la francophobie dont la Prusse saura profiter.

Avec la perte de vitesse de l'Autriche, qui n'est pas parvenue à faire l'unité allemande malgré la domination des Habsbourg durant de nombreux siècles, c'est la Prusse qui va tenter de réaliser cette unification et y parvenir. En France, Napoléon III est favorable aux mouvements nationalistes et ainsi ne cherche pas à empêcher l'unification allemande voulue par Guillaume Ier de Prusse et Otto von Bismarck. Mais ceux-ci vont se servir de l'affrontement entre la France et la Prusse pour parvenir à leurs fins. Après une défaite éclair de l'Empire français, l'Empire allemand est proclamé dans la galerie des glaces du château de Versailles le 18 janvier 1871. Ainsi les Prussiens ont

profité de la passivité française pour faire l'Allemagne et créer le Deuxième Reich. Ceci illustre encore une fois la proximité entre les deux nations et le fait que leurs destins sont définitivement liés.

Les années qui vont suivre vont être marquées par la rivalité entre les deux, l'Allemagne ayant repris l'ascendant et s'étant vengé des humiliations passées. La France nourrit un ressentiment fort à l'égard de son voisin allemand, notamment sur la question de l'Alsace Lorraine. Le retour de la France à ses frontières passées est donc lié à la nécessaire victoire face à l'Allemagne, qui a humilié la France et l'a amputé d'une partie de son territoire. Jusqu'en 1914, le sentiment anti allemands va être fort en France si bien qu'après la victoire de 1918 et le retour de l'Alsace-Lorraine sous giron tricolore, les Français et Clémenceau vont imposer le Traité de Versailles à l'Allemagne, vu comme une humiliation outre Rhin. C'est encore le conflit qui prédomine dans cette relation particulière et il est difficile d'imaginer que les deux pays puissent évoluer et exister sans ce lien fort qui rythme la vie européenne depuis des siècles déjà.

Le sentiment d'humiliation allemand va conduire, avec de nombreux autres facteurs, à l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne et c'est encore la guerre qui va prédominer en Europe. Le troisième Reich pour affirmer sa grandeur va chercher à écraser l'Europe et principalement la France pour laquelle Hitler voue une haine féroce. C'est le conflit entre les deux nations qui est encore une fois vu comme le meilleur moyen pour affirmer sa puissance, l'un et l'autre ne pouvant pas coexister pacifiquement.

Après la défaite allemande, la solution trouvée par les alliés pour tourner la page va être bien différente. Fini l'humiliation de l'Allemagne vaincue, pour s'assurer une paix durable en Europe les Français vont chercher à aider et accompagner la reconstruction outre Rhin ouvrant la voie à un nouveau chapitre en Europe. En effet, l'Allemagne cherche à passer sous silence son passé nazi et les agissements de la Seconde Guerre Mondiale, renonçant de fait à toute velléité de puissance. Les Allemands ont perdu la guerre mais

vont désormais chercher à gagner la paix et avoir des relations pacifiques avec les autres États, ce qui inclut bien évidemment la France.

APRÈS SECONDE GUERRE MONDIALE : LA NAISSANCE DE L'AMITIÉ FRANCO-ALLEMANDE TELLE QUE NOUS LA CONNAISSONS

Comme nous avons pu le voir, la relation entre la France et l'Allemagne depuis la création des deux États est loin d'être idyllique et marquée par les conflits et la rivalité. La notion de couple (ou amitié) franco-allemande chère aux diplomates français est née après la seconde guerre mondiale et s'est forgée par l'intermédiaire de certains binômes président/chancelier et la volonté de faire avancer la construction européenne.

Après la Seconde Guerre Mondiale, la relation France-Allemagne se résume à celle de l'occupant et de l'occupé bien que cette fois-ci il n'y aura pas de volonté de rabaisser l'Allemagne vaincue. La France est en effet une puissance occupante de l'Allemagne d'après-guerre et administre la Zone Française d'Occupation qui se trouve à l'Ouest du pays (en 1947, le territoire de la Sarre va devenir un territoire autonome sous le contrôle de la France et rejoint l'Allemagne de l'Ouest en 1955). Si les choses avaient évolué comme par le passé, une situation de domination aurait pu s'installer et ainsi conduire à un ressentiment de part et d'autre du Rhin. Mais cette fois-ci les choses se passèrent différemment.

C'est le projet de CECA, porté par Robert Schuman et ayant abouti à la signature de l'Accord de Paris en 1951, qui va être le point de départ de ce qui est connu comme le « couple franco-allemand ». Schuman est né au Luxembourg et a fait ses études dans de nombreuses villes Allemandes avant de devenir français en 1918 ce qui explique son attrait pour le réchauffement des relations entre les deux anciens meilleurs ennemis d'Europe continentale.

C'est lors de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950³ que l'idée de créer une haute autorité pour administrer la production de charbon et d'acier de la France et la RFA est mise en avant. Il espère que cette administration commune de ces deux ressources, importantes à l'époque, puisse insuffler une forte coopération économique entre les deux pays et ainsi rendre tout conflit impossible dans le futur. L'idée plait dans les deux nations et cela aboutit un an plus tard à la naissance de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier avec le Traité de Paris. Cette communauté ne rassemble pas uniquement la France et la RFA puisque quatre autres pays les rejoignent dans ce qui est vu comme la première étape de la construction européenne. Ainsi l'amitié franco-allemand peut être considérée comme le véritable moteur de la construction européenne.

Ces relations fortes vont encore se vérifier en 1957, lorsque la Communauté Économique Européenne et Euratom sont créées avec les Traités de Rome. La France et la RFA sont ainsi des pays fondateurs de l'ancêtre de l'Union Européenne et participent activement à l'unification du continent.

Le premier duo fort du « couple franco-allemand » est la paire Charles de Gaulle Konrad Adenauer⁴. Le président français et le chancelier fédéral d'Allemagne ont été chacun au pouvoir pendant plus de dix ans, aidant ainsi à faire de ce couple un acteur incontournable et réchauffant les relations entre les deux anciens rivaux. Konrad Adenauer est lui au pouvoir en RFA entre 1949 et 1963 et a joué un rôle important dans la création de la CECA et de la CEE. Charles de Gaulle revient au pouvoir en 1958 en France et comme son illustre voisin, il est certain que les deux nations doivent se réconcilier. La première rencontre officielle entre les deux a lieu en 1958, ce qui est un signe de réchauffement. Quelques mois plus tard, en 1962, Charles de Gaulle fait une tournée remarquée en Allemagne et prononce certains de ses discours dans la langue de Goethe (discours appris par cœur). Ces bonnes relations se concrétisent avec la signature le 22 janvier 1963 du traité de

³ https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/history-eu/1945-59/schuman-declaration-may-1950_fr

⁴ <https://www.touteleurope.eu/histoire/les-couples-franco-allemands-ciment-de-la-construction-europeenne/>

l'Élysée qui prévoit une coopération renforcée entre les deux pays dans de nombreux domaines⁵.

Pourtant, de Gaulle et Adenauer n'ont pas des visions similaires de l'Europe et de la politique étrangère. En effet, même si les deux ont joué un rôle important dans la réconciliation et la pacification entre les deux pays, leur entente n'allait pas de soi sur le papier. **Ils divergent sur leurs vues concernant les relations avec les États-Unis, Adenauer étant atlantiste et de Gaulle voulant l'autonomie vis-à-vis de l'oncle Sam, ou sur l'orientation à donner à la construction européenne.** Même si leurs points de vue s'opposaient radicalement sur de nombreux sujets, ils furent capable de tendre la main à l'autre et de trouver des compromis. Pour cette raison et grâce à tout ce qu'ils ont accompli ensemble, de Gaulle dira d'Adenauer que c'est la seule personne qu'il voit comme son égal. Le refus français de faire entrer le Royaume -Uni dans la CEE en 1967 déplait fortement à l'Allemagne et les relations entre les deux pays ne sont plus au plus haut après le départ du général.

Après le départ du Grand Charles, Georges Pompidou fut en charge de prendre à son compte l'affirmation des bonnes relations franco-allemandes. **Avec le Chancelier Willy Brandt ils composent en effet le second couple franco-allemand important de l'histoire.** À la différence de leurs prédécesseurs, les deux dirigeants ne sont pas vraiment attachés à l'amitié franco-allemande, au point de pouvoir parler de refroidissement des relations durant cette période. Cela peut s'expliquer par les faits que les deux sont issus de bords politiques opposés, ce qui les a éloignés. De plus, Willy Brandt s'est activement lancé dans une politique de rapprochement avec l'Est, l'Ostpolitik⁶, qui éloigne les deux encore un peu plus en temps de guerre froide. Le chancelier, ancien maire de Berlin Ouest, cherche à rapprocher les deux Allemagnes, délaissant la construction européenne et la relation avec la France. Ce refroidissement coïncide avec le rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne, qui aboutit à l'entrée

⁵ <https://www.france-allemande.fr/Traite-de-l-Elysee-22-janvier-1963.html>

⁶ <https://www.willy-brandt-biografie.de/politik/ost-und-deutschlandpolitik/>

de cette dernière dans la CEE en 1973⁷. Il faut néanmoins signaler la création de l'entreprise franco-allemande Airbus en 1970⁸, réussite en lien direct de l'action du Général de Gaulle qui montre que le couple n'est pas mort, mais seulement affaibli durant cette période⁹.

Le troisième couple important est celui formé de Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt. C'est d'ailleurs à partir de cette époque que la presse française commence à parler de « couple franco-allemand » au regard de leur relation parfois fusionnelle. **Il faut noter que l'expression n'est jamais utilisée en Allemagne, les journaux et autres diplomates lui préférant le mot « moteur ».** En plus d'accéder au sommet de leurs États respectifs à quelques jours d'intervalles en 1974, les deux ont eu l'occasion de se connaître avant lorsqu'ils occupaient les fonctions de ministres des finances. Ils ont les mêmes idéaux européens, et c'est par exemple par leur activisme qu'est fondé le serpent monétaire européen en 1972.

Helmut Schmidt n'imaginait pas agir au niveau européen sans la France, et il en est de même pour Valéry Giscard d'Estaing et ils furent véritablement les moteurs de la construction européenne et de la bonne relation franco-allemande. C'est en 1975 que le FEDER¹⁰, ou Fond Européen de Développement Régional voit le jour pour permettre de faciliter l'approfondissement et l'agrandissement de la CEE et permettre la collaboration entre États membres. Ainsi c'est la Grèce qui rejoint la CEE en 1981, avant l'Espagne et le Portugal quelques années plus tard. En 1978 et sous leur impulsion, le serpent monétaire européen va être remplacé par le SME¹¹, système monétaire européen qui est censé renforcer la stabilité monétaire en Europe et est vu comme un premier pas important vers la monnaie unique et l'Union monétaire. Enfin il faut souligner que grâce à leur

⁷ <https://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2003-3-page-163.htm>

⁸ <https://www.aerotime.aero/articles/32351-the-story-of-airbus-the-genesis-of-a-european-giant>

⁹ <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-4-page-727.htm>

¹⁰ <https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/fonds-europeens/fonds-europeen-de-developpement-regional-FEDER>

¹¹ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1704#:~:text=Cr%C3%A9%C3%A9%20en%201979%2C%20le%20syst%C3%A8me.de%20stabilit%C3%A9%20mon%C3%A9taire%20en%20Europe>.

activisme, le Parlement européen est élu au suffrage universel direct pour la première fois et Simone Veil, ancienne ministre de Giscard d'Estaing, en devient la première présidente.

Enfin il est nécessaire **d'aborder le couple formé par François Mitterrand et Helmut Kohl, dont on se rappelle avoir vu main dans la main en 1984 à Verdun¹²**, un geste ancré désormais dans l'Histoire. Issus pourtant de familles politiques opposées, les deux s'entendent à merveille et font avancer la construction européenne. Ils basent leur politique extérieure sur le couple franco-allemand et sur leurs objectifs communs pour l'Europe. Nous pouvons dire **qu'Helmut Kohl est le dernier chancelier allemand pour lequel la relation franco-allemande est capitale¹³**.

François Mitterrand appuie le chancelier quand celui-ci doit faire face à l'opposition des pacifistes allemands qui ne veulent pas de l'installation de missiles américains en Allemagne de l'Ouest. Les deux sont également très proches de Jacques Delors, président de la commission européenne entre 1985 et 1995. Delors était le ministre de l'Économie de Mitterrand et son esprit européen plaisait à Kohl. En 1985, un conseil franco-allemand de défense et de sécurité est lancé et aboutit à la formation symbolique de la brigade franco-allemande¹⁴.

Leurs mandats respectifs sont marqués par le traité de Maastricht, que les deux ont appuyés de toutes leurs forces. Mais leurs relations n'ont pas toujours été idylliques, comme lorsque la guerre de Yougoslavie explosa et que les deux pays ont décidé de soutenir des partis différents ou lorsque la réunification allemande eu lieu¹⁵.

¹² <https://www.spiegel.de/geschichte/kohl-und-mitterrand-in-verdun-a-948491.html>

¹³

https://www.cvce.eu/en/obj/hubert_vedrine_the_worlds_of_francois_mitterrand_the_origins_of_the_good_relations_between_francois_mitterrand_and_helmut_kohl-en-3f7d9dc4-9ca3-4ef2-85f9-19479e69bb29.html

¹⁴ <https://www.france-allemande.fr/Deutsch-Franzoesische-Brigade.1305.html>

¹⁵ <https://www.taurillon.org/la-reunification-allemande-comme-un-malentendu-entre-kohl-et-mitterrand>

DEPUIS LA RÉUNIFICATION ET LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Comme nous avons pu le voir, la relation entre la France et l'Allemagne a été pour le moins ambiguë dans l'Histoire. Après la Seconde guerre mondiale, et pour mettre fin à l'opposition entre ces deux acteurs majeurs du continent et ainsi empêcher toute nouvelle guerre fratricide, les liens entre les deux ont été renforcés. C'est pour cela que les médias et diplomates français ont cherché à parler de couple franco-allemand, pour illustrer cette proximité et les efforts déployés pour renforcer celle-ci. Mais il faut signaler qu'en Allemagne, même si les liens forts entre les deux pays sont reconnus, il n'a jamais été question de « couple » mais plutôt de « moteur » car les deux pays sont forts et peuvent porter des projets importants, par exemple la construction européenne. **Mais les Allemands n'ont jamais véritablement pensé qu'une relation presque maritale existait entre les deux pays, ainsi il n'existe pas véritablement d'obligations envers la France pour eux, mais plutôt la possibilité d'avoir un impact fort quand l'Allemagne en a besoin.**

Les événements qui vont suivre la chute du mur de Berlin, à savoir la réunification allemande, la signature du traité de Maastricht ou les nouvelles adhésions à l'UE vont mettre à mal les relations entre les deux pays et changer les vues des Allemands.

RÉUNIFICATION ET TRAITÉ DE MAASTRICHT : UNE MISE À L'ÉPREUVE DES RELATIONS ?

Jusqu'aux années 1990, la France était vue à Bonn comme le partenaire privilégié puisqu'à l'Est la sphère d'influence soviétique rendait tout rapprochement impossible. Le couple franco-allemand était alors vu comme une évidence de part et d'autre du Rhin pour trois raisons. D'une part, les deux avaient toujours été des puissances dominantes sur le continent et

l'Histoire avait montré que leurs destinées étaient liées. D'autre part, les deux nations étaient complémentaires entre la France qui voulait redevenir une grande puissance mondiale avec la bombe atomique ou une économie de premier plan et l'Allemagne qui avait renoncé à ses idées de grandeur mais voulait se reconstruire, réussir économiquement et se faire une place en Europe comme nation pacifique. Enfin la proximité géographique rendait cette coopération cohérente, en effet Bonn est à moins de 300 kilomètres de Metz, un peu plus de Strasbourg ou de Lille. Mais avec la réunification, les choses ont bien changé et le centre de gravité de l'Allemagne s'est déplacé vers l'Est entraînant un changement des priorités allemandes. En effet, Berlin, qui redevenait la capitale allemande après la réunification se trouve à près de 800 kilomètres de Strasbourg ou Metz, contre quelques dizaines de kilomètres de la frontière polonaise. Ainsi avec la chute du mur, nous avons observé une résurgence de l'Ostpolitik chère à Willy Brandt et les Allemands ont commencé à faire passer leur relation « spéciale » avec la France au second plan alors que l'opportunité économique d'une projection vers l'Est prévalait. Cet activisme est encore visible aujourd'hui avec la volonté intéressée de tendre la main au Balkans. Comme nous avons pu le dire, les Allemands ne furent jamais aussi attachés que nous au couple franco-allemand et sont d'avantages motivés par l'intérêt pour l'Allemagne.

La relation privilégiée qu'entretenaient François Mitterrand et Helmut Kohl a été présentée comme l'incarnation des liens privilégiés entre Français et Allemands. Pour autant, des frictions ont pu exister entre les deux et la réunification en est un exemple parfait. En effet, François Mitterrand et de nombreux Français craignaient cette unité allemande retrouvée et du possible retour d'un géant aux vues hégémoniques en Europe. Même si le nombre de soldats allemands était plafonné, la possible réunification allemande promettait de rabattre les cartes en Europe, donnant à l'Allemagne une position centrale grâce son poids démographique et économique et repoussant la France vers l'Ouest et le Sud du Continent. Pour autant la relation entre les deux pays n'en souffrit pas, en témoigne la vive émotion exprimée par Kohl lors de l'enterrement de Mitterrand en 1996. De plus, certains politiciens de part et d'autre du Rhin ont poussé pour la

création d'une confédération entre les deux pays. Cette idée a été défendue par Wolfgang Schäuble dans les années 1990, puis par Pascal Lamy et Günther Verheugen dans le début des années 2000¹⁶. Cette Union dans l'Union Européenne a été sérieusement étudiée et aurait doté la Confédération d'une armée commune et d'ambassades communes.

Les deux pays ont aussi travaillé main dans la main pour la réalisation et l'approfondissement de la construction européenne jusqu'au départ de Kohl en 1998. Ainsi les deux pays se sont montrés très actifs pour la signature du traité de Maastricht ou la continuation de l'Union Monétaire qui conduira à la création de la monnaie unique. Il faut signaler que François Mitterrand et Helmut Kohl vont être à l'origine de la fondation d'Eurocorps en 1992¹⁷, un corps d'armée regroupant des contingents de nombreux pays européens qui est intervenu dans les Balkans, en Afghanistan ou au Mali pour le compte de l'OTAN. Ainsi le couple franco-allemand peut être vu comme étant à l'origine d'un début d'Europe de la défense, alors que la CED avait lamentablement échoué en 1954.

Les deux pays ont également participé activement à la mise en place des critères de convergences, aussi connus sous le nom de critères de Maastricht car liés au traité du même nom (stabilité des prix, limitation du déficit public à 3% et de la dette publique à 60% du PIB, dévaluation interdite et contrôle des taux d'intérêts à long terme)¹⁸. Ils sont aussi à l'origine de l'adoption du Pacte de Stabilité et de Convergence en 1997 à Amsterdam¹⁹. Globalement ces critères ont été efficaces pour la stabilité de la zone, mais et c'est intéressant de le noter, le premier pays ayant demandé un allègement de ceux-ci est bien l'Allemagne qui devait faire face à la réunification et à d'énormes dépenses publiques liées à cela. C'est d'autant

¹⁶ <https://www.thetimes.co.uk/article/france-and-germany-plan-federal-core-pact-within-eu-ccgk8z6758v>

¹⁷

https://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2014_2019/documents/sede/dv/sede260215overvieweurocorps/sede260215overvieweurocorps_en.pdf

¹⁸ <https://www.vie-publique.fr/fiches/21798-quels-sont-les-criteres-de-maastricht-pour-participer-luem>

¹⁹ <https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/in-the-past/the-parliament-and-the-treaties/treaty-of-amsterdam>

plus intéressant que dans les dernières années les Allemands se sont montrés inflexibles sur le respect de ces règles.

L'Union monétaire européenne était la condition de François Mitterrand pour accepter la réunification allemande. Signé en 1990, l'accord prévoyait l'établissement d'une monnaie unique et la stabilité des prix en Europe. Helmut Kohl et l'Allemagne ont accepté cela, mais à condition de dicter leurs conditions quant à l'organisation de l'Union. Par exemple la BCE a été établie à Francfort-sur-le-Main en 1998 sur le modèle de la Bundesbank avec une attention particulière portée à l'inflation et à sa limitation sous la barre des 2%²⁰. L'Allemagne ne le savait pas encore à cette époque, mais ce contrôle implicite sur la politique monétaire de la zone euro allait se montrer d'une aide capitale par la suite et bénéficiera grandement à l'Allemagne. Ces nouvelles relations participent à encore plus déplacer le centre de gravité de l'Europe vers l'Est, l'Allemagne occupant une place centrale dans cette nouvelle organisation. Les bonnes relations avec la Russie de Vladimir Poutine, dues à la germanophilie affichée de l'ex-agent du KGB, accentuent le contraste et permettent d'affirmer la puissance allemande alors que le pays devient clairement un interlocuteur privilégié en Europe et dans le monde au détriment de la France.

Enfin en 1993, lors du Conseil européen de Copenhague, les admissions des pays anciennement inclus dans le bloc de l'Est est défini comme une priorité de l'UE. Des critères pour leur intégration sont donnés²¹ et par la suite la coopération économique avec ces pays est lancée, l'aide étant vue comme une nécessité. Les pays de l'Est profitent grandement de cette aide économique pour commercer avec les pays de l'Ouest, de surcroît avec l'Allemagne.

²⁰

<https://www.ecb.europa.eu/ecb/history/html/index.fr.html#:~:text=La%20mise%20en%20place%20de,pays%20de%20la%20zone%20euro.>

²¹ [https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/criteres-de-copenhague-ou-d-adhesion.html#:~:text=Les%20crit%C3%A8res%20de%20Copenhague%20\(ou.europ%C3%A9en%20de%20Madrid%20en%201995.](https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/criteres-de-copenhague-ou-d-adhesion.html#:~:text=Les%20crit%C3%A8res%20de%20Copenhague%20(ou.europ%C3%A9en%20de%20Madrid%20en%201995.)

Le couple qui succéda à Mitterrand/Kohl est le couple formé par Jacques Chirac et Gerhard Schröder et il marque clairement un refroidissement des relations et la fin de l'émotion. L'essoufflement était déjà palpable depuis 1995 avec la cohabitation entre Chirac et Kohl, qui ne s'entendaient pas très bien et ne purent donner le même élan aux relations franco-allemandes que leurs prédécesseurs. Une des raisons qui explique ce relâchement est le fait que beaucoup a été fait durant la décennie écoulée et que les bonnes relations franco-allemandes ne sont plus vues comme une nécessité. La réconciliation France Allemagne est actée, la Construction européenne a avancé à pas de géants, la Guerre Froide est terminée etc. Le président et le chancelier inaugurent la mise en circulation de l'Euro²², ils sont au pouvoir lorsque l'UE passe de 15 à 25 membres...

La dissension est palpable lors des négociations à Amsterdam en 1997 ou à Nice en 2001, dont les traités vont acter l'élargissement de l'UE. En effet, la France et l'Allemagne montrent au grand jour leurs différentes conceptions de la construction européenne. Les Allemands sont favorables à l'élargissement car cela leur permettrait d'étendre un peu plus leur sphère d'influence à l'Est alors que les Français sont perplexes et veulent au contraire limiter cette influence en Europe. Les intérêts nationaux qui n'ont jamais été identiques apparaissent à la face du monde et la recherche du compromis entre les deux grands n'est plus. Une fois de plus, ce sont les Allemands qui l'emportent car les Français pensent qu'en ayant une Allemagne puissante c'est la France aussi qui s'en trouvera grandie.

Les exemples de désaccords franco-allemands durant cette période sont nombreux, on peut citer par exemple la politique de défense commune et de sécurité, voulue par la France mais pas par l'Allemagne et qui ne trouve un écho qu'au Royaume-Uni. En effet, les Allemands restent très attachés au pacifisme et à l'atlantisme qui les caractérisent depuis des décennies. Pour autant, les relations entre les deux ne deviennent pas entièrement frigides,

²² <https://www.bundesregierung.de/breg-fr/service/20-ans-circulation-euro-1994706#:~:text=L'euro%20est%20un%20signe,passer%20%C3%A0%20la%20monnaie%20unique>

Jacques Chirac proposant même l'octroi d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU pour l'Allemagne.

L'éclaircie est visible en 2002 avec les rejets conjoints de la France et de l'Allemagne à l'intervention en Irak voulue par Georges W. Bush ou grâce au compromis trouvé sur la PAC, alors que cette politique n'a jamais fait l'unanimité en Allemagne et qu'elle est encore vue comme un outil de soutien de l'économie française. Le 31 janvier 2001, le processus de Blaesheim²³ est introduit et prévoit des rencontres bimensuelles entre le Président et le Premier Ministre français et le Chancelier accompagné de deux ministres. L'objectif est d'intensifier la coopération entre Paris et Berlin mais surtout régler à l'avance les divergences entre les deux capitales. Il est possible de citer l'intensification de la coopération culturelle entre les deux avec la journée franco-allemande institué en 2003 et qui se tient tous les ans le 22 janvier pour célébrer l'anniversaire de la signature du traité de l'Élysée. Les deux dirigeants instituent ainsi les conseils des ministres franco-allemands²⁴ qui se réunissent une à deux fois par an et qui remplacent les sommets franco-allemands issus du traité de l'Élysée de 1963. Enfin on peut parler des centres culturels franco-allemands qui ouvrent dans le monde à partir de 2004 et qui sont une réussite.

Par ailleurs, **le « Non » français à la Constitution européenne de 2005 a de nouveau mis en danger ces relations.** L'Allemagne ayant voté favorablement et en voulant à la France de mettre un terme à cet effort important qui allait pour certains dans le sens de la construction européenne.

²³ <https://www.bundesregierung.de/breg-de/service/blaesheim-prozess-615564>

²⁴ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/Allemagne/relations-bilaterales/les-conseils-des-ministres-franco-allemands/#:~:text=ministres%20franco%2Dallemands%20%3F-.Comment%20fonctionnent%20les%20Conseils%20des%20ministres%20franco%2Dallemands%20%3F,des%20ministres%20fran%C3%A7ais%20et%20allemands>

LA LENTE RECONSTRUCTION DU COUPLE DEPUIS LE DÉBUT DU SIÈCLE

Comme nous avons pu le voir, les relations franco-allemandes ont été mises à rude épreuve durant la décennie 1990 et le début des années 2000 avec des hauts conséquents, résultats de l'activisme passé, et des bas traduisant la réalité des intérêts nationaux divergents. C'est principalement pour cela que les successeurs de Jacques Chirac et Gerhard Schröder vont s'attabler à faire redémarrer le couple franco-allemand et s'assurer que l'axe Paris-Berlin soit de nouveau décisif.

Quand nous parlons des relations franco-allemandes du XXI^{ème} siècle, il est impossible de ne pas aborder Angela Merkel, qui a connu 4 présidents français différents et influencé le couple franco-allemand. Merkel s'est surtout démarquée avec son duo formé avec Nicolas Sarkozy, appelé « Merkozy »²⁵ par certains journaux et qui est vu comme le sauveur de l'euro par son activisme et son attachement au couple franco-allemand. Les deux dirigeants étaient proches politiquement en étant issus de partis membres du Parti Populaire Européen (PPE). Pour autant, Sarkozy est vu comme celui qui agit dans ce couple, alors que Merkel est la tête pensante. Leur relation n'a pourtant pas été simple dans les premiers mois. En effet, en 2007, Peer Steinbrück, alors ministre des Finances allemand a publiquement critiqué les politiques économiques et fiscales françaises. Sarkozy quant à lui ne s'est pas gêné pour critiquer la sortie unilatérale de l'Allemagne du nucléaire qui pouvait dérégler le fragile équilibre européen. En revanche, face à l'adversité et la crise financière de 2008, les deux s'entendent et apportent une réponse commune.

En 2008, la France de Nicolas Sarkozy occupe alors la Présidence tournante du Conseil de l'Union européenne mais aussi celle du Conseil, lui donnant toutes les cartes pour influencer la politique européenne. Alors que Sarkozy

²⁵ <https://www.faz.net/aktuell/politik/portraits-personalien/im-portraet-merkozy-ein-seltsames-paar-11556552.html>

occupe le devant de la scène, Merkel négocie âprement en coulisse pour que les intérêts allemands ne soient pas lésés. C'est ainsi qu'elle a obtenu son surnom de « Madame Nein », se montrant très dure dans les négociations et refusant de se montrer compréhensive avec les pays les plus endettés de la zone euro. Cet activisme conjoint va mener à l'adoption du Pacte Budgétaire européen par exemple, approuvé en 2011²⁶.

Les accords difficilement trouvés à cause des vues divergentes des deux pays vont être âprement critiqués par la suite, notamment avec la crise des dettes souveraines, étant donné qu'ils sont la quintessence de l'ordolibéralisme allemand. Ils promeuvent en effet une orthodoxie budgétaire et une austérité néfaste pour les pays concernés. Encore une fois, ce sont les vues de Berlin qui l'ont emporté face à la politique française. Les intérêts des épargnants allemands ont prévalu face à la volonté affichée par Sarkozy de se montrer compréhensif et inclusif : **l'Allemagne a donc sacrifié l'unité européenne sur l'autel de ses intérêts nationaux.**

Pour autant cette bonne relation entre les deux va être mise à mal par la défaite de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2012. Merkel a donc dû s'habituer à travailler avec un nouveau président français et a profité de son ancienneté et de sa connaissance des problématiques pour s'affirmer et encore plus défendre les intérêts des Allemands.

Merkel n'a jamais caché son soutien à Sarkozy lors de la campagne présidentielle, s'attirant les foudres du candidat Hollande qui a également fait campagne sur le principe d'une révision du pacte budgétaire. Les deux ont donc dû faire des compromis, mais c'est bien François Hollande qui a déchanté après son accession au pouvoir et a revu à la baisse ses attentes. A titre d'exemple, la réforme du pacte budgétaire n'aboutit pas, et quelques modifications minimales sont apportées pour contenter Hollande et Jean-

²⁶ <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/qu-est-ce-que-le-pacte-budgetaire-europeen/#:~:text=Le%20trait%C3%A9%20sur%20la%20stabilit%C3%A9,le%20recours%20%C3%A0%20l'emprunt>

Marc Ayrault. Pour autant, le texte entré en vigueur en 2013 est identique à celui signé par Sarkozy 2 ans auparavant²⁷.

Lors de la crise des dettes souveraines, François Hollande n’a rien pu dire face à l’omniprésence d’Angela Merkel qui a pu imposer ses vues . Ainsi les opinions de la France sur les questions de la Grèce ou de la zone euro sont passées au second plan. Les discussions entre les deux étaient véritablement à sens unique et François Hollande a dû batailler pour faire entendre ses arguments dans la crise grecque ou la crise migratoire par exemple.

Mais Hollande a pu se faire respecter par Merkel et jouer un rôle de premier plan par moment. **C’est le cas lors de la crise ukrainienne de 2014 qui a vu la France revenir sur le devant de la scène diplomatique avec la renaissance du format dit « Normandie », discussions entre les États-Unis, la Russie, la France et l’Allemagne.** Ces discussions ont abouti aux accords de Minsk en 2015²⁸. Les deux dirigeants ont offert un front uni pour éviter l’escalade de violence et parvenir à des accords de paix. Le binôme formé d’Angela Merkel et François Hollande fut moins médiatique et spectaculaire que d’autres, mais il n’en reste pas moins dans la ligne droite des relations franco-allemandes, avec la suprématie grandissante de l’Allemagne.

De 2017 à 2021, Angela Merkel doit collaborer avec Emmanuel Macron, qui cherche à impulser un nouveau souffle à la construction européenne. Lors de son élection à la présidence française, le Times titrait par ailleurs « Emmanuel Macron, le prochain leader de l’Europe ». Sa première visite le conduisit à Berlin, comme un signe pour montrer l’importance du couple franco-allemand qui était pour lui nécessaire afin de relancer la construction européenne. Dans un premier temps, cette relation fut complexe et les Allemands se montraient perplexes vis-à-vis des déclarations d’Emmanuel

²⁷ <https://www.cairn.info/le-livre-des-trahisons--9782130785729-page-57.htm>

²⁸ <https://www.jean-jaures.org/publication/tout-ce-qu'il-faut-savoir-sur-les-accords-de-minsk-en-22-questions/>

Macron. Cela inclut le projet de budget de la zone euro ou le projet de taxe sur les GAFAM. Dans l'autre sens, nous pouvons parler de l'accord d'investissement avec la Chine qui fut voulu activement par l'Allemagne alors que la France se montrait réservée. En effet, l'Allemagne voulait défendre les intérêts allemands avant ceux de l'Union et sont devenus l'intermédiaire privilégié des Chinois, qui ne cherchaient pas à sonder les Français. On peut également parler de la politique vis-à-vis des Balkans et l'activisme allemand pour leur entrée dans l'UE, alors que les Français étaient perplexes et ne voyaient pas l'intérêt pour l'Union (l'intérêt allemand lui est bien connu).

Pourtant, **le 22 janvier 2019, les deux dirigeants signent le traité d'Aix-la-Chapelle²⁹, ancienne capitale de l'Empire carolingien, jour anniversaire de la signature du traité de l'Élysée.** Le but affiché était de donner un nouveau souffle aux relations franco-allemandes avec ce traité centré sur la coopération en termes de sécurité, défense et politique internationale.

Le couple est mis à rude épreuve avec la crise sanitaire et la réponse qui devait lui être apportée. Alors qu'elle s'est toujours montrée attachée à la rigueur budgétaire, Angela Merkel surprend tout le monde en faisant volte-face et en tournant le dos aux frugaux de l'Union. En effet, le 18 mai 2020, les dirigeants français et allemand annoncèrent leur plan d'un emprunt massif de l'Union européenne de 500 milliards pour aider à faire face à la crise³⁰. Les deux se mettent donc d'accord pour une mutualisation de la dette avec une redistribution aux états membres. Cette option, avancée par les pays du sud de l'UE paraissait inenvisageable quelques semaines auparavant. Le couple franco-allemand retrouvait donc sa place de moteur de l'Union et de la construction européenne, et même si les motivations de l'Allemagne n'étaient pas uniquement liées à la cohésion européenne, cette proposition laissait penser que le binôme allait de nouveau compter en Europe. Ce plan

²⁹ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/Allemagne/relations-bilaterales/le-traite-d-aix-la-chapelle-sur-la-cooperation-et-l-integration-franco/>

³⁰ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/05/18/initiative-franco-allemande-pour-la-relande-europeenne-face-a-la-crise-du-coronavirus>

fut repris par le Conseil et permis l'adoption d'un plan de relance de 750 milliards adopté après des négociations complexes.

Le 8 décembre 2021, Angela Merkel quitta la chancellerie après plus de 16 ans passés à diriger l'Allemagne. Une page du couple franco-allemand se tournait et Emmanuel Macron n'a pas manqué de saluer celle qui a « tant fait pour nous, avec nous, pour faire avancer l'Europe ». C'est Olaf Scholz issu du SPD qui lui succède, ce qui laisse penser qu'une intensification de la coopération est possible tant il s'est montré attaché au couple et à la construction européenne durant la campagne. En effet, dans l'accord de coalition qui a permis à Scholz d'accéder au pouvoir il est dit qu'il faut « mener une politique européenne active à l'appui d'un partenariat franco-allemand fort ».

L'avenir semble prometteur lorsqu'Olaf Scholz choisit de se rendre à Paris le 10 décembre 2021³¹ et affiche son entente avec Emmanuel Macron, souhaitant un travail conjoint approfondi. Emmanuel Macron se rend à Berlin le 9 mai 2022 pour sa première visite internationale afin de commémorer le jour de l'Europe et de signifier l'importance du couple franco-allemand à ses yeux³².

Alors que le 30^{ème} anniversaire du Traité de Maastricht a été fêté en 2022, « le couple franco-allemand » a été battu en brèches malgré les ambitions françaises, faute d'antagonismes profonds liés à des choix opérés par les décideurs politiques de chaque nation. L'abandon du nucléaire, le soutien aux élargissements à l'Est, la stratégie d'investissements bilatéraux en Chine, le recours atlantiste en cas de crises géopolitiques, sont autant de choix politiques allemands qui ont généré des divergences de fond. A l'opposée, les réformes économiques menées par les socialistes lors des Gouvernements Jospin et Ayrault ont également fragilisé les finances

31

<https://www.zeit.de/zustimmung?url=https%3A%2F%2Fwww.zeit.de%2Fpolitik%2Fausland%2F2021-12%2Folaf-scholz-paris-emmanuel-macron-eu-diplomatie>

32 <https://www.dw.com/en/germanys-scholz-hosts-macron-in-berlin/a-61737537>

publiques et la compétitivité de la France, la rendant vulnérable à l'hégémonie économique allemande.

Pour autant, la succession des crises donnent raison aux grands principes gaullistes qui structurent la position française, à savoir une autonomie stratégique grâce à une souveraineté militaire, économique, énergétique, technologique et sanitaire. **Alors que la guerre en Ukraine marque le retour du tragique de l'Histoire avec une nouvelle guerre à haute intensité sur le Vieux-Contient, le couple franco-allemand semble proche de l'explosion tant, le successeur d'Angela Merkel cherche à faire cavalier seul sur de nombreux points.**

VERS LE DIVORCE ?

Parler d'un divorce et de la fin du couple franco-allemand semble exagéré car il est difficile de parler de l'existence d'un couple. En effet, il ne fait aucun doute qu'il y a une relation particulière existant entre la France et l'Allemagne, les développements de l'un et de l'autre étant intimement liés. Le plus souvent, cette relation spéciale s'est exprimée par des guerres incessantes entre les deux. De même, une réconciliation franco-allemande a bien eu lieu après la fin de la Seconde guerre mondiale, cela ne fait aucun doute au vu des actes qui ont suivi et les nombreux traités signés³³. Mais il faut bien se confronter à la dure réalité des faits, et réaliser que le couple franco-allemand n'est qu'un mythe, une chimère à laquelle les médias hexagonaux s'accrochent pour justifier le « suivisme » de certains dirigeants français. Il est en effet plus facile de justifier de son incapacité de faire prévaloir ses vues en se cachant derrière le « couple franco-allemand » ou la construction européenne.

La vérité est que cette expression n'est utilisée qu'en France, les Allemands ne l'utilisent pas et lui préfèrent l'expression de « moteur » qui semble plus adaptée. Outre Rhin, personne ne se cache derrière ce concept chimérique et tout le monde réalise que ce sont les objectifs et les intérêts allemands qui doivent prévaloir, et la France ne sert qu'à les réaliser, sans que l'on porte véritablement attention aux intérêts hexagonaux. Les Allemands n'ont cessé d'être guidés par leur intérêts nationaux et la volonté de conserver une certaine liberté d'action, la France devrait réaliser cela plutôt que de se bercer d'illusions et se laisser faire sans réagir. **La politique du compromis, chère à François Hollande pour ne citer que lui, a vécu et doit être abandonnée car néfaste aux intérêts français.**

³³ <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/10/13/31002-20171013ARTFIG00256-pierre-manent-sortons-de-cet-etat-de-transe-amoureuse-envers-l-allemande.php>

Il ne faut pas oublier le fait que l'amitié franco-allemande, qui fut forte par le passé et fut effectivement le moteur de l'Union européenne a perdu en intensité ces dernières décennies et est à la recherche d'un nouveau souffle. Beaucoup a été réalisé et une forme de routine semble s'être installée car il semble difficile de surpasser ce qui a déjà été réalisé. Par ailleurs, le déplacement du centre de gravité de l'Union vers l'Est a donné l'impression aux Allemands qu'il était dans leur intérêt de délaissier les bonnes relations France Allemagne au profit de l'Europe de l'Est. Un retour en force de l'Ostpolitik en soit qui a été permis par le feu vert donné par la France à la réunification ou aux agrandissements successifs.

Nous réalisons aujourd'hui que véritablement l'Allemagne n'a pas les mêmes aspirations que la France et ne semble pas vouloir de la protection française, lui préférant celle de l'ogre américain. Nous le savions depuis longtemps, les Allemands ont renoncé à toutes velléités de grandeur, mais alors que nous espérions les voir se ranger derrière la France, puissance militaire ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, ils préfèrent les Américains.

La guerre en Ukraine a révélé un certain nombre de ces désaccords, qui étaient déjà visibles depuis de nombreuses années mais que nous ne voulions voir par excès de romantisme. Ainsi, le conseil des ministres franco-allemand initialement prévu le 26 octobre 2022 a été annulé à cause de désaccords entre les deux pays³⁴. Si du côté de Paris on minimise l'impact de cette annulation, parlant d'un simple report de quelques semaines et assurant que le lien spécial n'est pas brisé (en témoigne la visite d'Olaf Scholz à Paris le 26 octobre³⁵) du côté allemand il n'y a pas le même son de cloche. En effet, aucune date n'a été avancée et cette annulation peut laisser penser que les relations sont plus détériorées qu'on ne le prétend au sein du gouvernement français.

³⁴ <https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-allemande-tensions-franco-allemandes-paris-et-berlin-se-montrent-fondamentalement-irresponsables>

³⁵ <https://www.europe1.fr/economie/olaf-scholz-a-lelysee-pourquoi-les-relations-avec-emmanuel-macron-sont-elles-si-tendues-4143249>

DÉSACCORD FINANCIER ET ÉCONOMIQUE

Sur ce point, les désaccords entre les deux parties sont nombreux. La divergence d'intérêts entre les deux et surtout le fonctionnement expliquent ce désaccord majeur qui peut mener à une rupture.

Quand il s'agit du développement économique, les modèles divergent en effet et peuvent même être définis comme diamétralement opposés. L'Allemagne a réussi sa formidable percée économique depuis le début des années 1990 en se basant sur trois dépendances, l'amenant à se détourner de la France qui a toujours été un partenaire privilégié. Tout d'abord, **il y a la dépendance envers le gaz russe et le tropisme allemand vers l'Est qui a pu leur donner un avantage comparatif non négligeable par le passé en leur permettant de produire de manière compétitive et ainsi pouvoir exporter massivement.** Ceci explique qu'ils aient toujours bloqué le développement d'autres formes d'énergies, ne voulant pas privilégier un autre pays dont la France qui a toujours été en pôle pour l'énergie nucléaire. Cette dépendance s'est retournée contre eux ces derniers mois et ils tentent ainsi d'en faire payer le prix aux autres pays européens, dont la France. Ensuite, **il y a la dépendance envers les États-Unis, à qui ils ont délégués leur défense, ce qui leur a permis de réaliser de substantielle économies en plus de trouver un débouché de premier choix pour leurs produits manufacturés à forte valeur ajoutée.** Cette dépendance explique l'atlantisme fort de l'Allemagne qui a toujours préféré l'OTAN et les Américains au partenaire français, mettant un frein à la collaboration franco-allemande. Enfin **il faut citer la dépendance à la Chine, qui est devenue son principal marché d'exportation et d'investissement.** Ceci explique qu'ils se soient toujours montrés partiels vis-à-vis de la Chine, s'opposant à de nombreux pays dont la France. On peut citer l'accord d'investissement entre l'UE et la Chine, voulu par Angela Merkel et l'Allemagne alors que la France s'est toujours montrée perplexe. Cela explique la vente de 29% du port de Hambourg au Chinois Cosco, vente approuvée par Berlin alors que

les Français se montrent offusqués³⁶ ou la visite d'Olaf Scholz en Chine, ce qui constitue la première visite d'État officielle depuis la reconduction de Xi, et qui a provoqué un torrent de critiques³⁷. **Ces divergences expliquent que le couple sombre étant donné que les intérêts des deux ne coïncident plus.**

Cette politique allemande, qui s'est graduellement détournée de l'amitié franco-allemande et de la construction européenne, a grandement été soutenue par la politique monétaire de la BCE et l'euro fort que nous avons connus depuis de nombreuses années. La France a toujours voulu une forme de dévaluation car cet euro fort ne lui permettait pas d'exporter, mais elle s'est toujours vue opposé une fin de non-recevoir par l'Allemagne qui bénéficiait de cet euro fort. En effet et au grand damne des Français, les Allemands ont toujours eu la mainmise sur la politique monétaire européenne, empêchant toute politique expansionniste et ne voulant pas déroger à la sacro-sainte règle des 2 % d'inflation. Pour les Allemands, il ne peut exister de bonne inflation, autre motif de rupture avec les Français. Lorsque l'inflation a atteint des sommets en 2022, les Allemands avec d'autres ont fait pression pour une augmentation brutale des taux d'intérêts, espérant mettre un terme à la hausse des prix. D'autres ne voyaient pas d'un bon œil cette augmentation brutale car elle pourrait se montrer néfaste, mais ils n'ont pas été entendus.

La France et l'Allemagne se sont souvent écharpés sur la politique budgétaire et sur la question de la dette publique. Les Allemands se sont toujours montrés inflexibles quant au déficit budgétaire, imposant leurs vues basées sur l'orthodoxie et l'austérité vues comme seuls moyens de se remettre d'une crise générée par une mauvaise gestion budgétaire. Tout cela a mené à des politiques comme celles menées par la Troïka durant la crise des dettes souveraines. L'Allemagne s'est toujours montrée attachée aux règles budgétaires et de stabilité existant au niveau européen, ne

³⁶ https://www.challenges.fr/monde/le-geant-chinois-cosco-prend-une-partie-du-port-de-hambourg_832931

³⁷ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/03/volee-de-critiques-sur-la-visite-d-olaf-scholz-en-chine_6148322_3210.html

croyant pas qu'un déficit budgétaire raisonnable puisse aider un pays à se remettre d'une crise. Les Français quant à eux se sont toujours montrés sceptiques face à ces politiques, voyant l'investissement et la croissance comme seuls remèdes cohérents. Ces visions éloignées constituent un autre motif de rupture, d'autant plus que la France tant à se rapprocher d'avantage des pays d'Europe du Sud pour faire bouger les lignes en Europe et ainsi contrer l'influence allemande. On peut citer le couple « Dracon » formé de Mario Draghi et Emmanuel Macron qui faisait de l'ombre à l'historique couple franco-allemand ou les discussions entre Macron et Giorgia Meloni, au grand damne de la NUPES en France.

L'Allemagne a bien appuyé le plan de relance européen de 750 milliards d'euros et la mutualisation de la dette au niveau européen, mais il ne faut pas oublier qu'elle l'a fait principalement par opportunisme. En effet, se sentant isolée au niveau européen face aux pays du Sud qui demandaient cette émission de dette et étaient soutenus par la France, Angela Merkel a voulu paraître généreuse et améliorer son image au niveau européen. L'Allemagne et son ministre des Finances Christian Lindner, connu pour sa frugalité, veulent déjà sonner la fin de la récréation et un retour à l'équilibre budgétaire dès l'année prochaine alors que la crise est loin d'être terminée. Les oppositions avec les Français, qui comme par le passé voudront privilégier la croissance et l'investissement, s'annoncent musclées.

Dernièrement, **la méésentente entre Français et Allemands s'est vue avec les divergences concernant la réponse européenne à donner à l'« Inflation Reduction Act » adopté par les États-Unis qui pourrait mettre en danger l'industrie européenne.** Les Allemands se sont en effet opposés à tout emprunt européen massif pour faire face à ce coup de pouce américain³⁸. Alors que les mesures protectionnistes et d'aide à l'industrie nationale se multiplient en Chine ou aux États-Unis par exemple, le chancelier Olaf Scholz ou le ministre des finances Christian Lindner ne veulent pas entendre parler d'une réponse européenne massive qui pourrait

³⁸<https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/lallemagne-refuse-un-emprunt-commun-europeen-pour-faire-face-aux-etats-unis/>

rééquilibrer la compétition mondiale. En effet, les Allemands veulent éviter toute escalade et une multiplication des mesures protectionnistes qui pourraient mettre à mal l'économie et l'industrie allemandes. Ce rejet marque un nouveau désaccord majeur entre les deux États car la France est favorable à l'établissement d'un fond de souveraineté pour aider les industriels européens.

Monsieur Lindner se montre aussi opposé au plan présenté par la Commission afin de modifier les règles du pacte de stabilité et de croissance. Il a insisté sur le fait que des « règles communes identiques pour tous », sont nécessaires en Europe afin de garantir la bonne santé économique et budgétaire de la zone. « Une bilatéralisation des questions relatives à la stabilité de notre ordre fiscal [...] ne serait pas une réforme qui rendrait l'Europe dans son ensemble plus forte et plus compétitive » pour lui.

DÉSACCORD SUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET LES ÉLARGISSEMENTS

Les deux pays s'opposent sur l'orientation à donner à la construction européenne et comment insuffler un souffle neuf à ce projet mis à mal par la montée de l'euroscepticisme partout en Europe. **La France veut une intensification de la coopération européenne, avec le développement de nouveaux mécanismes pour rajouter à l'Union.** Les Allemands, en cohérence avec l'Ostpolitik de Brandt, veulent plus d'élargissements et ainsi ouvrir le marché unique aux Balkans avant de toucher d'autres régions. Ici encore, les intérêts nationaux divergent et on voit une rupture nette entre les deux pays. Il y a actuellement une division entre la vision dite du discours de la Sorbonne, prônée par Emmanuel Macron, et celle issue du discours de Prague, prônée par Olaf Scholz. Sans s'opposer fondamentalement, ces deux visions divergent nettement ce qui participe à l'accroissement des frictions entre les deux nations.

Cette opposition est ancienne et a été visible depuis la création de la CEE. En effet, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer s'opposaient sur les

Américains et sur la nécessité de se ranger derrière eux quel qu'en soit le prix. De Gaulle ne voulait pas être le laquais des Américains et voulait la grandeur de la France et par la même la grandeur et l'indépendance européenne. Les Allemands étaient plus circonspects et étaient clairement atlantistes, ce qui ne plaisait pas à Paris. Ceci s'est vu lors des refus successifs de Charles de Gaulle de laisser la Grande-Bretagne adhérer à la CEE, eux qui étaient vus comme le cheval de Troie des Américains. Les Allemands nous en ont voulu d'opposer systématiquement notre veto à cette entrée, qui se fait finalement en 1973 après le départ du Grand Charles.

Héritiers de l'Ostpolitik de Brandt et désireux de se réunifier avec l'Est, les Allemands ont bien souvent délaissé la France et la Construction Européenne pour se pencher vers l'Est. Lorsque la réunification est devenue réalité, ceux-ci ont été favorables aux élargissements de l'UE vers l'Est pour agrandir leur sphère d'influence. Cet activisme allemand a conduit au déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'Est, ce qui a clairement été mauvais pour la France. Les Français n'ont jamais été entièrement convaincus par la réunification et les élargissements successifs, mais encore une fois c'est la vue de Berlin qui a prévalu creusant l'écart entre les deux.

Cette volonté « d'ouverture » intéressée de Berlin se voit aujourd'hui encore avec l'activisme allemand pour accélérer l'adhésion des pays des Balkans à l'UE, alors que la France entre autres se montrent plus que critique. Poussés par les Américains qui adorent faire de l'Europe leur terrain de jeu, les Allemands poussent pour encore élargir leur sphère d'influence. C'est dans ce but qu'Angela Merkel a lancé le processus de Berlin en 2014³⁹, initiative pour favoriser la coopération dans cette région. **Les Allemands se montrent également très actif au sein de l'initiative « Open Balkans » pour à terme profiter indirectement de l'aide et des largesses européennes accordées à ces pays.**

³⁹ <https://berlinprocess.info/>

Parallèlement à cela, **l'Allemagne se montre opposée à toute coopération économique et budgétaire au sein de l'Union, alors que la France est favorable à plus de solidarité au niveau européen.** Ceci s'est vu lorsque les Allemands se sont faits les plus fervents défenseurs de l'austérité budgétaire pour régler les problèmes créés par les crises financière ou des dettes souveraines. Paris a toujours été du côté des pays demandant plus de coopération dans la zone, alors que les Allemands étaient opposés à cette forme d'Union.

Quand il s'agit de la construction européenne, les Allemands se montrent clairement intéressés délaissant tous leurs partenaires si leurs intérêts peuvent être lésés. La France s'est souvent insurgée contre cette vision opportuniste de la construction européenne et se tourne dorénavant plus facilement vers l'Europe du Sud que vers son « ami » allemand lorsque des politiques ambitieuses sont nécessaires. Au vu des réactions et agissements allemands, nous ne pouvons que nous réjouir de ce changement dans la politique française.

DÉSACCORD ÉNERGÉTIQUE

Sur ce point, deux motifs de désaccord peuvent conduire à la rupture : les accusations de faire cavalier seul dans la lutte contre la hausse des prix de l'énergie et la politique énergétique qui a conduit les Allemands à être dépendants du gaz russe.

Alors que la France est favorable à un plafonnement des prix du gaz en Europe, les Allemands y sont opposés car cela pourrait dérégler le marché européen⁴⁰. Parallèlement à cela, l'Allemagne a adopté de manière unilatérale son plan de 200 milliards d'Euros pour contrer l'augmentation des prix du gaz. Les Français voient ici la preuve que les Allemands ne

⁴⁰ <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/energie-defense-paris-et-berlin-s-opposent-sur-plusieurs-dossiers-europeens/>

veulent pas penser à la coopération européenne mais cherchent à faire cavalier seul pour défendre les intérêts des particuliers et entreprises allemands, sans s'inquiéter des autres. Le premier ministre polonais a même parlé d'un diktat allemand dans cette affaire⁴¹. Les Français ont été frustrés par ce plan, adopté sans aucune concertation et qui est à l'origine du refroidissement des relations entre les deux nations⁴². En agissant seuls, les Allemands s'apprêtent à dérégler le marché de l'énergie européen, donnant un avantage injuste aux entreprises allemandes dans la compétition européenne⁴³.

De son côté, et pour contrer l'influence grandissante des Allemands, Emmanuel Macron a refusé de cautionner la construction du pipeline MidCat entre la France et l'Espagne alors que l'Allemagne demande sa construction avec insistance. Les Allemands accusent Paris de mettre à mal la coopération européenne en agissant de la sorte, mais les Français disent qu'ils ne veulent pas payer pour un projet qui ne servira pas à la France, mais seulement aux citoyens allemands. Les Allemands voyaient ce projet comme l'occasion de se défaire de la dépendance au gaz russe en sécurisant l'approvisionnement de gaz naturel de l'Allemagne. Mais pour Paris, cette alliance entre Olaf Scholz et Pedro Sanchez sans que la France ne soit impliquée passe mal et participe au sentiment de rupture.

Depuis de nombreuses années, la France et l'Allemagne s'opposent sur la scène européenne concernant le nucléaire. L'Allemagne a toujours fait cavalier seul en renonçant de manière unilatérale au nucléaire, influant ainsi sur le marché européen. De plus, les Allemands s'opposent farouchement à l'inclusion de l'énergie nucléaire comme énergie verte. Même si Olaf Scholz a annoncé ne pas vouloir poursuivre la Commission européenne alors que de nombreux pays ont déclaré vouloir le faire après l'annonce de la

⁴¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/26/derriere-les-divergences-entre-paris-et-berlin-l-isollement-de-l-allemande-de-scholz_6147363_3210.html

⁴² <https://www.politico.eu/article/olaf-scholz-emmanuel-macron-meet-amid-tensions-energy-crisis-defense/>

⁴³ <https://www.europe1.fr/economie/olaf-scholz-a-lelysee-pourquoi-les-relations-avec-emmanuel-macron-sont-elles-si-tendues-4143249>

taxonomie européenne, il n'en est pas moins opposé à ce projet vu comme trop français. Les discordes concernant le nucléaire sont de clairs motifs de rupture et prouvent que la relation spéciale est brisée.

L'Allemagne a également été à l'origine des retards au niveau européen quand il s'agit de l'hydrogène vert, issu d'énergies décarbonées et vertes⁴⁴. Par volonté de faire à leur manière, en sortant du cadre imposé par la Commission, l'Allemagne a empêché le développement d'une énergie décarbonnée ce qui ne plaît pas dans de nombreuses capitales et notamment à Paris. Depuis de longues années, la France et l'Allemagne s'opposent sur le cadre juridique de la création d'hydrogène vert, qui pourrait être obtenu grâce à l'énergie nucléaire. Mais pour l'Allemagne, seul l'hydrogène issu d'énergies renouvelable devrait être labélisé comme vert, un autre motif de rupture et de tensions entre la France et l'Allemagne.

DÉSACCORD AU NIVEAU DE LA DÉFENSE

Ce dernier point fait bondir Paris qui croyait vraiment tenir en l'Allemagne un allié de poids. En effet, les Allemands ont opéré un virage total dans leur politique militaire, cherchant à faire de leur armée la première d'Europe avec une forte augmentation du budget⁴⁵. Leur choix de se développer via l'achat massif de matériel américain a fait énormément parler (nous parlons ici de 100 milliards d'euros⁴⁶) car **il se fait pour certains au détriment du développement de l'industrie européenne, et surtout française puisque la France est le troisième exportateur d'armes dans le monde en représentant 8,2% des exportations d'armes**. En agissant de la sorte ils ne participent en rien au renforcement de l'autonomie stratégique européenne.

⁴⁴ https://www.euractiv.fr/section/energie/news/exclu-lallemagne-est-intervenue-pour-retarder-la-reglementation-europeenne-sur-lhydrogene-vert/?utm_source=piano&utm_medium=email&utm_campaign=21853&pnespid=66B8CTVIN78G1.bA02qoTl2NsxaIXZx2KLTixe0wtAxmROUAA9Nj2Pm7.A4dqjQDY4Yz34sS9w

⁴⁵ <https://www.lesechos.fr/monde/europe/macron-et-scholz-vont-tenter-de-faire-repartir-le-moteur-franco-allemand-1872966>

⁴⁶ https://www.liberation.fr/international/europe/crise-energetique-union-europeenne-entre-paris-et-berlin-le-coup-de-frein-20221025_OIZPGM7PYNBV3FBR7EIGDTHDRQ/

Autre source de discorde entre les deux, **le bouclier anti-missile annoncé par le chancelier allemand au mois d'aout qui exclut la France**. Le gouvernement français a eu l'impression que cette initiative se faisait contre la France, car les Américains ou même les Britanniques ont été mis à profit dans ce projet⁴⁷. Il faut aussi signaler que pour ce projet, les Allemands ont préféré se servir d'une technologie israélienne, alors que la France développe un bouclier similaire. Ceci est vu comme un motif de rupture, **l'Allemagne allant clairement contre l'autonomie stratégique européenne défendue par Paris, ou même contre la coopération militaro-industrielle franco-allemande**.

Cette mésentente s'est vue dès le mois de mars 2022, quand le gouvernement d'Olaf Scholz a choisi de renouveler sa flotte d'avions Tornado en passant commande de nombreux F 35 américains⁴⁸. Ce choix de l'Allemagne a jeté un froid avec la France, car l'avion de l'américain Lockheed Martin a été préféré au Rafale français produits par Dassault ce qui a fortement déplu à Paris. Ce choix, accéléré par la Guerre en Ukraine, devait être fait depuis de nombreuses années et le dénouement tant attendu montre bien que les Allemands n'ont que faire de leur « relation privilégiée » avec les Français.

Il était prévu de depuis de nombreuses années que les deux pays développent ensemble des avions de combat, chars ou canons du futur, ces projets n'ont pas avancé durant de nombreuses années, preuve encore du manque d'intérêt allemand pour cette coopération. On peut citer le nouvel avion de combat qui est développé conjointement entre Dassault et Airbus Defence and Space (qui représente l'Allemagne ici) et dont le projet n'a pas

⁴⁷ <https://www.handelsblatt.com/politik/international/europa-scholz-will-streit-mit-frankreich-beilegen-um-diese-konflikte-geht-es/28767640.html>

⁴⁸ <https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/la-commande-davions-americains-f-35-de-berlin-destabilise-le-couple-franco-allemand-1393490#:~:text=Berlin%20devrait%20acheter%2035%20avions,l'heure%20donn%C3%A9%20aucun%20d%C3%A9tail.>

avancé pendant près d'un an⁴⁹. Tout cela peut s'expliquer par le fait que le Français Dassault avait été désigné comme maître d'œuvre du projet, ce qui n'a pas plu aux Allemands. Ce projet fut finalement relancé lorsque les deux industriels ont finalement trouvé un accord⁵⁰ mais **il faut craindre que les nombreuses tergiversations aient fait perdre un temps précieux à l'industrie militaire européenne.**

⁴⁹ <https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/lavion-de-combat-franco-allemand-une-priorite-avertissent-paris-et-berlin-1848769>

⁵⁰ https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/defense/avion-de-combat-du-futur-dassault-et-airbus-ont-enfin-trouve-un-terrain-d-entente_AN-202212010462.html

CONCLUSION

En définitive, le couple franco-allemand est une notion chimérique dont les Français devraient se détourner pour ainsi avancer et réussir. Comme nous avons pu le voir, la France et l'Allemagne se sont construits en s'opposant l'un à l'autre et ce n'est que depuis récemment que cette relation est idéalisée par les dirigeants français. Pour autant outre-Rhin, ce partenariat n'est pas vu comme fusionnel et important. Pour les Allemands, la relation avec la France est mise au même plan que celle avec la Chine ou la Russie et elle n'est vue que comme un moyen de servir les intérêts allemands. Lorsque cette amitié peut être instrumentalisée et leur servir de marchepied, la relation est mise en avant mais en aucun cas les Allemands n'idéalisent ou sanctuarisent le soi-disant « couple franco-allemand ». Pour Berlin, seule l'Allemagne importe et ils n'envisagent pas de desservir les citoyens allemands au profit de l'axe Paris-Berlin. Cette vision explique la dégradation des relations ces derniers mois entre les deux car force est de constater que la France n'est pas vue comme la solution aux problèmes allemands. Ce délaissement suggère que le gouvernement français devrait arrêter de se bercer d'illusions et devrait réaliser que la relation avec Berlin n'est pas un incontournable. Au lieu de se raccrocher à cette chimère qu'est le couple franco-allemand, qui n'a jamais existé faute d'intérêts convergents, il serait nécessaire d'imiter nos voisins en défendant nos intérêts.

Le retour du tragique en Europe ces derniers mois a accéléré ce revirement allemand et semble être la raison de la fin de la relation spéciale franco-allemande. Si le « couple » semblait battre de l'aile depuis de nombreuses années, les dirigeants allemands avaient toujours cherché à maintenir l'illusion et faire croire que l'axe Paris-Berlin était vital pour eux. Mais la Guerre en Ukraine, la crise énergétique ou la crise économique qui pointe le bout de son nez ont rendu nécessaire la prise de décisions radicales pour faire face à ce changement de paradigme. Comme nous pouvions nous y attendre, les Allemands ont préféré défendre leurs intérêts et ont sacrifié le « couple franco-allemand » pour tenter d'améliorer la situation, sans aucun égard pour les Français qui se raccrochaient encore à cette relation qu'ils

pensaient spéciale. Le changement principal est que cette fois-ci, le gouvernement allemand n'a pas cherché à maquiller ses intentions et ménager leurs partenaires français. Ce changement brutal devrait fonctionner comme un électrochoc pour nos dirigeants, qui devraient penser avant tout aux intérêts et à la souveraineté françaises, en privilégiant par exemple la coopération avec les pays d'Europe du Sud qui ont des intérêts communs avec nous, à la différence des Allemands...

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des Études du Millénaire,



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSSET

Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.